

sans savoir qu'on est en pourparlers avec eux depuis de nombreux mois et qu'on espère parvenir à une entente sous peu.

LE SÉNAT

LES NOMINATIONS POUR COMBLER LES SIÈGES VACANTS—LES RAISONS DU RETARD

L'honorable Azellus Denis: J'aimerais poser une question au leader du gouvernement au Sénat. J'ai lu dans le *Globe and Mail* d'hier que M. Mulroney n'est pas pressé de combler les huit vacances au Sénat. Soit dit en passant, six des huit vacances devront être comblées par des candidats de provinces dirigées par des administrations libérales. Le gouvernement fédéral a-t-il une autre raison pour retarder ces nominations autre que celle mentionnée dans l'article auquel j'ai fait allusion?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Honorables sénateurs, j'ignore si les gouvernements provinciaux en question ont soumis des listes de candidats au premier ministre, conformément à l'entente politique conclue au lac Meech. Je vais m'informer.

Le sénateur Denis: N'incombe-t-il pas au gouvernement fédéral de demander aux provinces de recommander des candidats pour combler ces vacances?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je ne sais pas si, aux termes de l'entente politique, le gouvernement fédéral devrait d'abord demander formellement une liste de candidats ou si les provinces soumettent tout simplement leurs listes de candidats, comme je m'y serais attendu. J'espère que nous n'allons pas tomber dans la routine du «Après vous, mon cher Alphonse!»

Rien n'empêche les gouvernements provinciaux en question de soumettre une liste de candidats, avec ou sans demande formelle du gouvernement fédéral. Je vais m'informer où en sont les choses en ce qui a trait aux vacances et déterminer quels renseignements je peux dévoiler au public.

Le sénateur Denis: Je vous en saurai gré.

L'honorable Allan J. MacEachen (chef de l'opposition): Honorables sénateurs, en guise de question supplémentaire, quand le sénateur Murray se renseignera, pourrait-il chercher à savoir si le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a soumis une liste?

Le sénateur Murray: Bien sûr, honorables sénateurs. Dans ma réponse, je voulais dire que je m'informerai au sujet des vacances dans toutes les provinces.

L'honorable Charles McElman: Le ministre voudra peut-être s'entendre avec les provinces pour faire ajouter cela comme prix additionnel pour le tirage hebdomadaire de la Lotto 6/49!

[Le sénateur Murray.]

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

LE STATUT ET LES DÉCLARATIONS ATTRIBUÉES À L'AMBASSADEUR DU CANADA POUR LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES—LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE FREINER

L'honorable Charles McElman: Honorables sénateurs, j'ai demandé il y a deux semaines au leader du gouvernement de nous dire si M. Simon Reisman était toujours au service du gouvernement à titre d'ambassadeur pour les négociations commerciales.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Le soir même, j'ai assisté à une réunion du Cabinet où se trouvait l'ambassadeur Reisman assis à la table. J'en conclus qu'il est toujours à l'emploi du gouvernement.

Le sénateur LeBlanc: Êtes-vous sûr qu'il n'était pas sous la table?

Le sénateur McElman: Mon honorable collègue laisse entendre qu'il aurait pu être sous la table.

Le sénateur LeBlanc: Il sert d'entraîneur à Crosbie!

Le sénateur Murray: Jamais! Ce serait une grande injustice. C'est un homme très sobre.

Le sénateur McElman: Voici donc ma question supplémentaire: Maintenant que son statut est établi, le gouvernement a-t-il essayé de tenir ce monsieur en laisse pour qu'il s'abstienne de se mêler au débat politique à l'échelle nationale?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, j'espère que mon honorable collègue et d'autres sénateurs ne sont pas excessivement chatouilleux à propos des remarques qu'a faites l'ambassadeur Reisman au cours de ses fonctions. Il était le négociateur en chef pour le Canada dans les négociations sur le libre-échange. Il appuie manifestement le libre-échange. Il estime, à juste titre, qu'il a quelque chose d'important à dire aux Canadiens à ce propos . . .

Le sénateur LeBlanc: Cela a toujours été le cas.

Le sénateur Murray: . . . comme lorsqu'il a négocié le Pacte de l'automobile avec les États-Unis pour le gouvernement du Canada de l'époque.

Il a fait des commentaires sur le rôle du Sénat qui, comme je l'ai dit l'autre jour, ne font, à mon avis, qu'enfoncer des portes ouvertes. Il a complimenté, selon moi, certaines personnes, en particulier le chef de l'opposition au Sénat, lorsqu'il l'a appelé un libre-échangiste. De la part de l'ambassadeur Reisman, il faut le considérer comme un compliment.

Le sénateur Flynn: C'est plus qu'on lui en demande!

Le sénateur McElman: Ce n'est pas un aussi beau nom que ceux qu'on lui a donnés à l'occasion.

Puis-je signaler au leader du gouvernement au Sénat que je suis d'accord avec M. Reisman lorsqu'il limite ses propos à l'accord de libre-échange, mais je lui rappellerai l'article paru le 10 mai 1988 dans ce journal irréprochable, *The Daily Gleaner* de Fredericton, que je lui ai cité il y a deux semaines.